



SOCIÉTÉ

Les émeutes à Bruxelles ont remis en lumière les problèmes de la prostitution et de la cohabitation dans les quartiers « chauds »

« Sans nous, le nombre de viols serait plus important »

Depuis des décennies, les autorités ont toléré la présence de « carrées » dans plusieurs rues du quartier de la Gare du Nord, à Bruxelles, au point de leur appliquer des taxes communales, dans un but « dissuasif », prétendent-elles. Certaines personnes y voient une sorte de reconnaissance « officielle » de l'activité des prostituées. Les « belles de nuit » et les riverains y cohabitaient de manière relativement normale. Soudain, sous le prétexte d'un incident entre automobilistes, ce fut l'émeute : les vitrines d'une quarantaine de carrées furent pulvérisées, un cocktail Molotov provoqua un début d'incendie dans l'une d'elles, des véhicules furent endommagés, des prostituées, menacées, voire maltraitées. Casseurs, racketteurs, intégristes musulmans se sont affrontés aux importantes forces de l'ordre durant plusieurs nuits. Les autorités, sous la pression d'habitants du quartier, ont interdit aux prostituées d'exercer leur métier durant une semaine. Le temps, selon elles, de trouver une solution à ce délicat problème de cohabitation. Un vaste débat hypocrite quand on sait les taxes que génère « la profession ».

Au lendemain des émissions « Mise au point », à la RTBF, et « Controverse », sur RTL-TVI, trois prostituées de ce coin « chaud » de la capitale ont décidé de briser la loi du silence en témoignant de leur colère et de leur peur. A leur côté, Mme Catherine François, sexologue et assistante sociale d'Espace P. (prévention santé et accompagnement psycho-social), dont l'intervention fut très remarquée en télévision.

— Comment réagissez-vous face aux événements ?

— Ces émeutes couvaient depuis un certain temps, puisqu'une pétition circulant dans le quartier réclamait le départ de toutes les prostituées. Selon ses auteurs, nous serions à la base de la violence, du trafic de drogue et d'armes, de la fréquentation des lieux par de dangereux pédophiles ! Tout est bon pour nous casser. On oublie de dire que, sans notre activité, les viols seraient encore plus importants. Une étude universitaire a démontré qu'un Bruxellois sur dix faisait appel à nos « services ». Cela prouve notre utilité. La plupart de nos clients se confie à nous. En somme, pour eux, c'est une question d'hygiène physique et mentale. Certaines filles sont parfois appelées par des parents de handicapés adultes afin de satisfaire la sexualité de ceux-ci... Dans certains pays, elles sont sollicitées par le milieu carcéral, afin de « soulager » certains prisonniers.

— Quelles sont vos relations avec les autorités ?

— C'est l'hypocrisie à tous les niveaux. On nous oblige à travailler quasiment dans la clandestinité. Pourtant, quand il s'agit d'acquitter des impôts et des taxes, les autorités ne nous ignorent pas. Dans ce quartier de Saint-Josse, nous payons annuellement une taxe professionnelle de 60.000 à 80.000 FB par vitrine. Il faut y ajouter une taxe de seconde résidence d'environ 20.000 FB. Pour certaines filles, la Commune accepte des paiements mensuels. N'est-ce pas une reconnaissance de notre métier et un encouragement à rester dans ce quartier ? Ne sommes-nous pas une source de revenus pour l'Etat et la Commune ? Ainsi, très hypocritement, sous l'appellation de « masseuses indépendantes », les Contributions nous taxent de manière forfaitaire : parfois jusqu'à 200.000 FB par an. Sans parler des assurances, qui considèrent nos carrées comme un lieu à risques et qui nous demandent jusqu'à 120.000 FB par an de primes pour deux pièces !

— Mais la prostitution rapporte beaucoup, et personne ne vous oblige à exercer ce métier...

« L'une de nos collègues a été enseignante, l'autre, assistante dentaire. Beaucoup deviennent prostituées à cause de problèmes d'argent »

— Quand on commence, c'est souvent à cause d'un problème financier, parce qu'on ne peut plus payer ses dettes ou que l'on a perdu son emploi. Ainsi, l'une de nos collègues a été enseignante, une autre, assistante dentaire... Ces femmes, comme toutes les autres, se sont prostituées pour en sortir financièrement et elles sont tombées dans l'engrenage. Mais ce n'est pas pour autant que nous sommes de mauvaises mœurs ou vulgaires. Certaines, après leur travail, ont une vie familiale normale. Ce sont aussi des mamans. Trop souvent, nous nous faisons traiter de « putes », alors que nous méritons un minimum de respect. Les enfants de l'une de nos collègues ont été licenciés de leur école : cela faisait mauvais genre pour la réputation de l'établissement. Le comble, c'est qu'un instituteur de l'endroit nous fréquente assidûment et qu'un autre a exercé un chantage pour obtenir des passes gratuites ! Parmi nos clients, nous avons beaucoup de curés, de magistrats, voire des figures célèbres de la télévision... Alors, nous avons

« Parmi nos clients, nous avons des curés comme des magistrats. Nous sommes indispensables à la société »

le droit de revendiquer notre citoyenneté comme les autres femmes.

— Comment percevez-vous votre travail ?

— Il n'est pas question d'aimer ou de ne pas aimer. Qu'est-ce qu'on nous propose d'autre ? Rien. Personne ne viendra nous

« L'agressivité est en hausse »



Catherine François.

L'Espace P. se situe rue des Plantes, à Bruxelles, entre dépotoirs, carrées et immeubles occupés par une population cosmopolite. Cette ASBL œuvre à divers niveaux : prévention du sida et autres maladies sexuellement transmissibles, écoute et information — dans l'anonymat — des prostituées et de leurs clients, suivi psycho-médical des usagers de la drogue, insertion socio-professionnelle des prostituées voulant quitter leur métier, etc. Le local accueille des dizaines de personnes par semaine : des prostituées venant y acheter des préservatifs, des spermicides, voire passer une visite médicale ou s'informer sur différents aspects juridiques. On y rencontre aussi certains de leurs clients et des habitants du quartier, chacun venant y puiser un réconfort, demander un conseil ou une aide, exprimer un désarroi ou une colère larvée. Catherine François, sexologue et assistante sociale, travaille sur le terrain depuis plusieurs années :

— Nous constatons une augmentation inquiétante de l'agressivité, une tension énorme et beaucoup d'actes de vandalisme à l'encontre des prostituées. Mais aussi un certain laxisme de la part des autorités. Ainsi, quand deux filles se chamaillent dans la rue, les policiers viennent les embarquer sur-le-champ, menottes aux poignets, mais s'il s'agit d'une bagarre entre des clients, ils s'amènent au bout de deux heures ! Cette situation entraîne, petit à petit, une infiltration de l'extrême droite dans le quartier. Les autorités oublient de prendre ce problème en considération.

chercher pour nous dire : « Tenez, voilà un travail et un salaire. » Il ne faut pas se faire d'illusions : les places sont chères. Et il y a autant de mérite à s'imposer ici qu'ailleurs. Moi, j'espère tenir encore cinq ans. Mon rêve serait d'avoir des enfants, de trouver un homme gentil. Pour pouvoir faire comme si je n'avais jamais fait « ça ». Car, pour le moment, je n'ai plus de vie affective, je ne fais plus jamais de